

## Proche-Orient : Netanyahu défie Obama<sup>1</sup>

**« Israël ne se laissera pas dicter sa politique par les Etats-Unis » a lancé fin mai un membre du cabinet Netanyahu. Qui refuse de concevoir un quelconque gel de la colonisation des territoires occupés et refuse l'idée d'un Etat palestinien. Au moment où Obama veut la réconciliation de son pays avec les Etats musulmans.**

L'appui quasi inconditionnel des Américains à l'Etat d'Israël n'est plus ce qu'il était et le conflit proche-oriental clive profondément l'opinion étatsunienne sur une base partisane. C'est ce que montre un récent sondage publié à l'occasion de la première rencontre entre Benjamin Nétanyahou et Barack Obama à la Maison blanche. Les chiffres : 80% des partisans d'Obama estiment que le temps est venu d'exercer des pressions sur Israël (73% des électeurs de John McCain pensent le contraire). 73% des électeurs du président disent qu'il faut désormais en venir à « un juste milieu ». 67% sont favorables à un dialogue avec le Hamas. Au total, 67% des Américains sont favorables à la création d'un Etat palestinien. Une profonde évolution qui, de l'avis des sondeurs de l'institut Zogby, donne au président US « *un mandat pour le changement* » et aller de l'avant vers une résolution du conflit. Jusqu'où ? A quel rythme ? Quelle peut être la portée de ces pressions qu'attendent désormais ses électeurs, les Palestiniens et les pacifistes israéliens ?

Le 18 mai, Obama avait réaffirmé son soutien à la création d'un Etat palestinien à l'issue d'un entretien avec le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. : « *Nous avons parlé des moyens de relancer des négociations sérieuses sur les questions d'Israël et des Palestiniens.* » Jusque là, rien de bien original par rapport à la position officielle défendue par son prédécesseur George Bush. De même, il avait rappelé que la « feuille de route » de 2003 soutenue par les médiateurs internationaux fixait à Israël la nécessité de geler toute activité de colonisation dans les territoires palestiniens. Sans émouvoir le faucon Nétanyahou.

### Exercice rhétorique ?

L'objectif de créer un Etat palestinien avait été réaffirmé fin 2007 à Annapolis par le prédécesseur de Nétanyahou, Ehoud Olmert, et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, réunis dans le Maryland par George Bush. Rien, depuis lors n'a évolué dans le bon sens. Israël a semé la mort et la destruction dans la bande de Gaza et poursuivi sa politique d'annexion de la Palestine occupée. « *J'ai dit qu'il est dans l'intérêt, je crois, non seulement des Palestiniens, mais aussi des Israéliens, des Etats-Unis et de la communauté internationale de parvenir à une solution à deux Etats, dans laquelle Israéliens et Palestiniens vivent côte-à-côte dans la paix et la sécurité* ». Ceci implique, selon M. Obama, que « *les deux parties s'engagent sérieusement conformément aux engagements pris* ». Cela a suffi pour que le Premier ministre israélien durcisse le ton. Clairement opposé au concept de deux Etats sur lequel est bâti le corpus diplomatique concernant le dossier palestinien depuis les accords d'Oslo. Nétanyahou a évoqué « *un arrangement dans lequel Palestiniens et Israéliens vivent côte-à-côte dans la dignité, la sécurité et la paix* » et, partisan d'une autonomie limitée, a rejeté toute mention de l'Etat palestinien<sup>2</sup>. Ajoutant deux conditions pour s'engager : que la sécurité d'Israël soit garantie et que les Palestiniens reconnaissent Israël comme l'Etat des juifs. Ce que refusent les Palestiniens qui, considèrent que cette exigence vide de sens le « droit au retour » des réfugiés de 1948 et ferait définitivement

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 357 du *Journal du mardi*, 9 juin 2009

<sup>2</sup> A ce propos, Robert Malley, ancien négociateur de Bill Clinton, écarté du cercle des conseillers informels de M. Obama pour avoir rencontré des éléments du Hamas, a estimé qu'il n'y a pas lieu d'attacher une importance énorme au fait que l'expression "*solution des deux Etats*" n'a pas été prononcée par M. Nétanyahou. « *Il ne peut pas l'employer pour des raisons de politique intérieure. Son prédécesseur (Ehoud Olmert) y était favorable et on a eu deux guerres et la poursuite de la colonisation* ».

des Israéliens musulmans – et chrétiens – des citoyens de seconde zone. Ancien député israélien, fondateur du mouvement pacifiste Gush Shalom, Uri Avnery voit là « *une simple tactique pour empêcher la relance d'un processus de paix. Ils espèrent ainsi que les Palestiniens ne seront pas d'accord avec cette idée. (...) La réalité est donc d'empêcher la recherche d'une solution*<sup>3</sup>. »

### « Un menteur, un tricheur »

Pour l'heure le blocage semble donc total, même si, comme l'a affirmé Rham Emanuel, chef de cabinet du président Obama, « *l'heure de vérité a sonné* ». Le 4 juin au Caire, le président s'est adressé, dans un discours aux accents christiques, aux pays arabes et au monde musulman : « *Je suis venu chercher un nouveau départ entre les Etats-Unis et les musulmans à travers le monde, un départ fondé sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel, un départ fondé sur cette vérité que l'Amérique et l'Islam ne s'excluent pas.* » Et répété ce qu'il avait dit quelques jours auparavant au président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, son soutien « *à une solution à deux Etats* » et « *à la nécessité d'arrêter la colonisation* » en Cisjordanie et à Jérusalem. Sans aller au-delà des généralités.

Côté israélien, on s'inquiète. Selon ce proche du Premier ministre Benjamin Nétanyahou, « *Le président américain a le droit de tenter de se réconcilier avec le monde musulman et faire concurrence à Al-Qaïda ou l'Iran pour conquérir son cœur (sic); pour notre part nous devons vérifier que cela ne portera pas atteinte à nos intérêts communs* » a affirmé début juin le ministre des Transports, Israël Katz.

Nétanyahou n'a pas bonne presse au sein du Parti démocrate. En 1996, à la suite d'une rencontre avec Bill Clinton, un porte-parole de la Maison blanche avait présenté « Bibi », surnom de Nétanyahou, comme « *l'un des personnages les plus odieux qu'il (lui) a été donné de rencontrer, doublé d'un menteur et d'un tricheur* ».

Treize ans plus tard, les choses n'ont fait qu'empirer. Bibi mène une coalition, largement ouverte à l'extrême droite et aux activistes racistes et religieux, qui ne veut pas une paix véritable. La construction des colonies explose. Et les implantations « sauvages » fleurissent. Son ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a qualifié de « *slogan vide* » la formule « *deux Etats pour deux peuples* ». Le gouvernement israélien exclut de restituer le plateau du Golan à la Syrie en échange d'un accord de paix, cela alors que l'administration américaine souhaite privilégier une approche globale du dossier proche-oriental comprenant la Syrie et le Liban.

Le « tricheur » Nétanyahou a choisi de jouer une autre carte pour se défaire de ses responsabilités. Pour lui et ses ministres, la clé de tout apaisement des tensions avec le monde musulman se trouve en Iran - « *centre du fanatisme et du terrorisme* » - qui, par son programme nucléaire ferait peser une menace « *existentielle* » sur l'Etat hébreu. Ce qui constitue un autre sujet de divergence avec les Etats-Unis qui ont désormais choisi la voie de la négociation avec Téhéran (au Caire, Obama a reconnu le droit de l'Iran à « *accéder à la puissance nucléaire pacifique* » s'il se conforme au Traité de non prolifération nucléaire). Obama aurait d'ailleurs interdit formellement à Israël de lancer une action unilatérale contre l'Iran. Enfin, Israël supporte très mal la publicité faite par les collaborateurs d'Obama à ses propres armes atomiques. Coup sur coup, Rose Gottemoeller, chargée du désarmement au département d'Etat, et le vice-président Joe Biden ont appelé Israël à signer le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Or, aucun gouvernement américain (ou européen d'ailleurs) n'avait jamais fait mentionné des capacités nucléaires de Tel-Aviv.

### L'Europe attend

Et l'Europe pendant ce temps là ? Alors que Netanyahu ressort la vieille et illusoire proposition d'une autonomie palestinienne interne, sans souveraineté sur la terre, l'Union européenne regarde ailleurs et attend, incapable d'adopter une position claire basée sur le respect du droit international. Pis. Le ministre des Affaires étrangères hébreu, ce « *raciste déclaré avec une forte odeur de fascisme* » selon Uri Avnery, a effectué début mai une

---

<sup>3</sup> Uri Avnery « *Vouloir faire reconnaître Israël comme état juif, une tactique pour empêcher la paix* ». L'Humanité du 20 mai 2004

tournée en Europe, de Rome à Berlin et de Paris à Prague. Cet homme déclarait récemment que « *toute concession aux Palestiniens conduirait à la guerre* », que « *dans cette région, les peuples se comportent comme des races animales : les faibles attendent que le fort s'affaiblisse pour le dévorer. Désormais, il n'y a plus de place pour le compromis* ». Or, Avigdor Lieberman est ainsi en harmonie avec le premier ministre Benyamin Netanyahou et les différentes composantes de son gouvernement<sup>4</sup>. Sans la moindre vergogne, Israël a demandé à l'UE « *d'adopter un profil bas* ». Cela n'a pas empêché l'UE de dérouler le tapis rouge pour un dangereux ultra. Alors qu'elle refuse toujours tout contact avec le Hamas, accusé de ne pas vouloir reconnaître Israël, mais avec qui de hauts responsables américains, tant républicains que démocrates, suggèrent de prendre langue pour faciliter une sortie du conflit.

### La quadrature du cercle ?

Après la proposition de paix saoudienne de 2002, la « feuille de route » du Quartet (Etats-Unis, Russie, ONU, UE) en 2003, le processus d'Annapolis en 2007, un nième plan de paix va-t-il voir le jour ? Comme l'a fait remarquer le roi Abdallah de Jordanie, « *il faut bouger vite, sérieusement et efficacement, sinon les risques de violence et d'une nouvelle guerre dans les douze à dix-huit mois augmenteront et le monde entier en paiera le prix* ». Pour la première fois depuis longtemps « l'agenda » américain n'apparaît plus en phase avec celui des Israéliens.

Barack Obama doit donc, dans le même temps, amener son allié israélien à la négociation et satisfaire ses soutiens arabes dans la région. La quadrature du cercle ? Du côté palestinien, on enregistre des signaux contradictoires. L'unité politique n'existe toujours pas. Le chef du Hamas, Khaled Meshaal, a redit dans une interview au *New York Times* qu'il acceptait un État palestinien dans les frontières de 1967 – ce qui revient de fait à reconnaître Israël – et souligné que son organisation « *faisait partie de la solution* ». Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a suggéré de former un gouvernement sans le Hamas. Ainsi, c'est toujours le bras de fer, dommageable pour le mouvement national palestinien, même si le Fatah d'Abbas et le Hamas auraient un accord de principe sur la mise en place d'une force de sécurité commune à Gaza.

### Ambiguïtés arabes

La nouvelle stratégie américaine gagnerait en substance si, de leur côté, les Etats membres de la Ligue arabe montraient plus de cohérence. Or, il y a loin de la coupe aux lèvres. En 2002, la proposition saoudienne d'une normalisation des relations avec Israël en contrepartie de son retrait des territoires occupés et de la création d'un État palestinien était adoptée unanimement au sommet de Beyrouth. Mais, concrètement, les pays arabes n'ont guère agi pour donner du sens à cette issue. En 2006, lors de la guerre d'agression israélienne contre le Liban, l'Arabie saoudite et l'Égypte ont freiné des quatre fers toute proposition de réunion d'urgence de la Ligue arabe, en dépit des demandes du gouvernement libanais de Fouad Siniora, pourtant allié de Riyad et du Caire. L'Égypte prétextait que le Hezbollah avait mis en péril la stabilité de la région en capturant des soldats israéliens. Le sommet a finalement eu lieu mais à la fin de l'invasion.

En 2008, ce furent les massacres à Gaza. L'Égypte et, de manière moins frontale, l'Arabie saoudite ont accusé le Hamas d'avoir rompu la trêve avec Israël. Le Qatar a convoqué un sommet le 16 janvier 2009, boycotté par l'Égypte, l'Arabie saoudite et leurs alliés, mais aussi par l'Autorité palestinienne. Finalement, ce n'est que le 20 janvier, deux jours après l'arrêt des bombardements israéliens, que s'est tenu le sommet de la Ligue arabe. Une réunion qui s'est conclue par une résolution condamnant l'agression israélienne et incluant de vagues promesses d'argent pour financer la reconstruction de Gaza.

Quant au dernier sommet arabe, fin mars 2009 au Qatar, il s'est terminé sur un désaccord de plus concernant la crise israélo-palestinienne. En dépit de l'arrivée au pouvoir en Israël d'un gouvernement dominé par l'extrême

---

<sup>4</sup> Envers et contre toute évidence, le président israélien Shimon Peres a déclaré récemment : « *Netanyahou a été mon opposant politique. Aujourd'hui, c'est mon Premier ministre et il veut faire l'histoire ; et, dans notre tradition, faire l'histoire, c'est faire la paix.* » Sans rire.

droite qui affirme son refus d'une solution à deux États, l'immobilisme et l'absence de stratégie sont les traits qui caractérisent le mieux les régimes arabes. L'avenir dira si le discours du Caire permettra d'ouvrir une nouvelle page au Proche-Orient.

### Israël veut doubler le nombre de ses colonies

Selon l'organisation pacifiste La Paix maintenant, le ministère de l'Habitat du gouvernement sortant israélien a préparé des plans de colonisation intensive visant à quasiment doubler le nombre de colons en Cisjordanie occupée. Ces plans de colonisation prévoient la construction de 73 000 logements dans les prochaines années, dont 5 700 dans des quartiers de Jérusalem-Est annexé. Au total, près de 300 000 colons israéliens se sont installés en Cisjordanie depuis son occupation en juin 1967. Quelque 200 000 Israéliens vivent dans une douzaine de quartiers de colonisation à Jérusalem-Est.

Selon le porte-parole du ministère de l'Habitat, Eran Sidis, « ces plans ne concernent que des constructions potentielles. Dans la pratique, une toute petite partie de ces projets d'urbanisme est mise en œuvre ». Mais il n'a pas démenti l'existence de ces projets. Selon la Paix maintenant, la construction de 15 000 logements ont déjà été approuvées, dont 9 000 sont en cours de construction, notamment dans la région de Bethléem et à Maalé Adoumim, à l'est de Jérusalem. Une expansion qui fait ressort de la volonté de couper tous liens entre Jérusalem-Est et la Cisjordanie, comme on le voit avec également avec le mur dit de séparation qui exclut de plus en plus de Palestiniens de Jérusalem.

En 2003, déjà, la feuille de route prévoyait le gel de la colonisation. Un engagement qu'Israël n'a jamais tenu, et qu'aucun pays occidental n'a jamais tenté de faire respecter.

### D'où vient le Hamas

En vingt ans le Hamas est devenu une importante force politique dans les territoires occupés, au point de prendre le dessus sur le Fatah à Gaza. Le mouvement islamiste s'est donné l'image d'un farouche opposant à Israël. Mais il a su aussi pallier l'insuffisance de l'Autorité palestinienne sur le plan social, dénonçant la corruption et l'enrichissement de certains dirigeants du Fatah. Mais on oublie le fait qu'Israël a aidé le Hamas à solidifier ses bases depuis les années 1970.

Quand le cheik Ahmed Yassine, de retour du Caire, fraîchement crée une association islamique de bienfaisance, il est encouragé par l'administration militaire en charge de ce territoire. Selon l'hebdomadaire israélien Koteret Rashit, cité par le Monde du 18 novembre 1987, « *le gouvernement militaire était convaincu que ces activités affaibliraient l'OLP et les organisations de gauche à Gaza* ». A l'ombre de la répression israélienne à l'endroit de l'OLP, les islamistes prennent leur envol, développent un important réseau d'aide sociale, mettent en place un réseau scolaire et l'université à Gaza.

Le 14 décembre 1987, durant la première intifada, ils fondent le Hamas. Quand sont signés les accords d'Oslo en 1993, le Hamas s'y oppose et multiplie les attentats suicides, Israël lui donne des cartes multipliant les entraves pour retarder la création d'un État palestinien prévu alors pour... la fin 1998.

L'arrivée d'Ariel Sharon au pouvoir en 2001, qui partage avec le Hamas une même hostilité aux accords d'Oslo, constitue un tournant majeur. Les attentats commis par les islamistes sont attribués à Arafat, dont Sharon interdit toute sortie de Ramallah. Israël entreprend de détruire les infrastructures de l'Autorité. Il organise l'arrachage de 950 000 arbres fruitiers, dynamite 62 000 habitations, lance les « assassinats ciblés »

L'Occident a contraint l'OLP à organiser des élections législatives en sachant que le Hamas allait les remporter. Et ensuite, Washington et l'UE décidèrent, en complicité avec Israël, de couper les vivres aux Palestiniens. Et c'est ainsi que, se nourrissant des échecs successifs du processus de paix, du refus d'Israël d'appliquer les résolutions de l'ONU et autres « feuilles de route », le Hamas a pu « prospérer ». Et évoluer. Il ne refuse pas la négociation mais considère qu'elles n'ont de sens qu'avec une pression militaire.

En janvier, Alain Gresh, sur son blog du Monde diplomatique, citait l'ancien président américain Jimmy Carter qui avait rencontré les dirigeants du Hamas à Gaza, ainsi que Khaled Mechaal, le chef du bureau politique du Hamas à Damas. Ces dirigeants ont affirmé qu'ils « accepteraient tout accord de paix qui serait négocié entre les Israéliens et le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, qui dirige aussi l'OLP, à la condition que cet accord soit accepté par les Palestiniens par référendum ou par un gouvernement élu d'unité nationale » (Le Washington Post, le 8 janvier 2009). Gresh lui-même a rencontré Khaled Mechaal en décembre 2008, qui a déclaré: « Dans le document d'entente nationale de 2006 signé avec toutes les forces palestiniennes (à l'exception du djihad islamique), nous affirmons notre acceptation d'un Etat palestinien dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem comme capitale, sans colonies et avec le sujet du droit au retour. C'est le programme commun aux forces palestiniennes. Certaines veulent plus, d'autres moins. Ce programme date de trois ans. Les Arabes veulent quelque chose de similaire. Le problème est en Israël. Les Etats-Unis jouent un rôle de spectateur dans les négociations et ils appuient les réticences israéliennes. Le problème n'est donc pas le Hamas, ni les pays arabes : il est israélien. »